

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE,
DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE,
DE L'ÉDUCATION, DES
INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES
ET CULTURELLES NATIONALES,
DES CLASSES MOYENNES ET DE
L'AGRICULTURE

COMMISSIE VOOR HET
BEDRIJFSLEVEN, HET
WETENSCHAPSBELEID, HET
ONDERWIJS, DE NATIONALE
WETENSCHAPPELIJKE EN
CULTURELE INSTELLINGEN, DE
MIDDENSTAND EN DE
LANDBOUW

du

van

MARDI 05 AVRIL 2011

DINSDAG 05 APRIL 2011

Après-midi

Namiddag

La discussion des questions est ouverte à 15 h 53 par Mme Liesbeth Van der Auwera, présidente.

01 Questions jointes de

- **M. Willem-Frederik Schiltz** au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les conséquences du test de résistance" (n° 3594)

- **Mme Karine Lalieux** au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le contenu des stress tests" (n° 3847)

01.01 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): L'incident nucléaire survenu au Japon a démontré que la sécurité nucléaire ne s'arrête pas aux frontières. Les centrales nucléaires de notre pays et d'autres pays européens seront soumises à des tests de résistance dont les critères précis seront arrêtés par un groupe de travail de la West European Nuclear Regulators Association (WENRA) au cours des prochains mois. Ces critères seront ensuite soumis à la Commission européenne. Les contrôles seront effectués par les instances nationales compétentes, soit l'AFCN dans notre pays.

Les conséquences liées aux résultats des tests sont toutefois loin de faire l'unanimité. L'Europe ne peut pas imposer la fermeture d'une centrale nucléaire non conforme d'après les tests. Le ministre Magnette a déclaré qu'il fermera les centrales qui ne satisfont pas aux tests de résistance. En attendant, le débat sur la prolongation de la durée de vie des anciennes centrales a été ajourné.

Un résultat négatif conduira-t-il effectivement à la fermeture de la centrale nucléaire? Les critères de ces tests de résistance sont-ils connus? Dans la négative, le ministre compte-t-il les porter à notre connaissance avant le début des tests? Un résultat positif est-il susceptible d'influencer le débat sur la prolongation des centrales nucléaires?

01.02 Karine Lalieux (PS): Comment s'organisent les travaux aux niveaux national et européen sur l'élaboration du contenu de ces *stress tests*? Sous quels délais en connaîtra-t-on la méthodologie?

Le champ d'application de ces tests sur le territoire belge a-t-il été définitivement arrêté? Se limitera-t-on aux centrales nucléaires ou d'autres établissements sensibles y seront-ils soumis (IRE de Fleurus, Centre d'étude d'énergie nucléaire de Mol)?

01.03 Paul Magnette, ministre (*en néerlandais*): Les tests de résistance doivent encore être définis et les critères de leur mise en œuvre doivent encore être fixés. J'ai seulement déclaré qu'en cas de résultats négatifs, nous devons nous demander si les centrales ne doivent pas fermer leurs portes. Si les résultats sont positifs, l'ensemble des autres critères de sécurité figurant dans le projet de loi devront également être respectés.

Je me concerterai avec la ministre de l'Intérieur dès que les critères d'évaluation relatifs aux tests de résistance seront disponibles. La ministre devra décider de l'opportunité de rendre publics ces critères. Ce dossier dépendra également en grande partie de l'approche adoptée à cet égard par l'Europe.

(En français) Le champ d'application de ces tests doit être fixé par l'Agence fédérale de contrôle nucléaire. Il s'agira de se conformer à sa décision.

Le Centre d'étude nucléaire de Mol, l'Institut des radioéléments de Fleurus et Belgoprocess sont des établissements de classe 1 et, en toute logique, ils devront se plier à ces *stress tests*.

J'ai demandé au directeur général de l'IRE de rendre compte, tous les mois, de la mise en œuvre des investissements en ce qui concerne la protection physique et la sûreté du site.

01.04 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): Je me réjouis d'apprendre que les tests de résistance ne se limiteront pas aux centrales de Doel et de Tihange. La sous-commission sur la Sécurité nucléaire est aussi unanimement favorable à une extension des tests de résistance.

J'interpellerai la ministre de l'Intérieur sur la diffusion des critères. La sécurité est évidemment prioritaire, mais un assouplissement ou un renforcement des critères peut modifier les résultats du test. Le Parlement devrait pouvoir prendre connaissance des critères.

01.05 Karine Lalieux (PS): Il importe que tous les établissements soient soumis à des *stress tests* et que l'on procède à un état des lieux global au niveau de la Belgique, puisque des incidents ont déjà eu lieu.

L'incident est clos.

02 Question de M. Philippe Blanchart au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le passage à l'heure d'été" (n° 3718)

02.01 Philippe Blanchart (PS): Depuis des années, des études reflètent différentes réflexions relatives au changement d'heure deux fois par an.

D'un côté, le décalage horaire saisonnier appliqué pour économiser l'énergie permet d'économiser de l'électricité. De l'autre, les opposants à cette mesure affirment que les économies de l'après-midi seraient annulées par les dépenses supplémentaires du matin. Selon d'autres sources encore, ce changement d'heure serait nuisible à la santé, augmentant le nombre d'infarctus, les maladies chroniques et autres.

Quelle est votre position dans ce domaine? Une étude prospective a-t-elle déjà été réalisée sur le résultat énergétique du système? Si oui, quelles en sont les conclusions?

02.02 Paul Magnette, ministre *(en français)*: Appliqué au Royaume-Uni et en Irlande depuis la première guerre mondiale et en Italie depuis 1966, le régime de l'heure d'été a été introduit par des pays membres de l'Union européenne à la suite du premier choc pétrolier à partir de 1980. Depuis 1998, pour l'ensemble des pays de l'Union, le changement se fait au même moment, ce qui représente une amélioration pratique.

Nous ne disposons pas d'étude récente sur l'impact de cette mesure en Belgique.

Une telle étude a été menée en France en 2010. Elle a confirmé les bénéfices du changement d'heure en termes d'économies d'énergie et d'émissions de CO₂. Il s'agit principalement de faire mieux correspondre les heures d'activité avec les heures d'ensoleillement pour limiter l'utilisation de l'éclairage artificiel.

02.03 Philippe Blanchart (PS): D'autres experts ont d'autres avis. J'ai notamment lu que José Bové y était opposé.

Si vous proposiez certaines modifications en la matière de changement d'heure, de nombreux Belges vous en seraient reconnaissants! Je vous propose de consulter d'autres experts.

L'incident est clos.

03 Question de M. Peter Logghe au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'état de la situation en ce qui concerne de nouvelles centrales énergétiques" (n° 3789)

03.01 Peter Logghe (VB): Où en est le dossier sur les nouvelles centrales énergétiques en Belgique?

03.02 Paul Magnette, ministre (*en néerlandais*): La centrale de Tessenderlo concerne le projet T-Power SA. La licence de production individuelle a été délivrée en 2006, mais ce projet a subi des retards. Les tests en vue d'une mise en service au cours de ce trimestre ont débuté en février 2011. Les prévisions de production annuelle varient entre 2 et 3,2 TWh.

La centrale de Visé concerne le projet de la SPE. Ces installations ne devraient pas être opérationnelles avant 2013. La production annuelle estimée oscille entre 4,6 et 5,06 TWh.

La centrale de Marchiennes concerne le projet de Marcinelle Énergie et ces installations seront mises en service l'été prochain. La production annuelle est estimée à environ 2,1 TWh.

La centrale Stora Enso II concerne le nouveau projet Stora Enso Langerbrugge à Gand. Cette centrale est opérationnelle depuis mai 2010. La production annuelle est estimée à environ 0,28 TWh.

L'incident est clos.

04 Questions jointes de

- **Mme Kattrin Jadin au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le site internet groupon.be" (n° 3802)**

- **M. Philippe Blanchart au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les problèmes liés au site web groupon.be" (n° 3848)**

04.01 Kattrin Jadin (MR): Le site groupon.be connaît un certain succès auprès de la population. Cependant, un mauvais fonctionnement, au désavantage des commerçants participants, est dénoncé par témoignage.

Avez-vous reçu des plaintes relatives au site groupon.be? Pensez-vous qu'il représente un risque pour le consommateur?

04.02 Philippe Blanchart (PS): Ce système d'achats groupés paraît être une excellente idée mais révèle chaque jour ses inconvénients. En effet, les méthodes utilisées flirtaient avec les limites de la légalité, les pressions seraient légion et s'apparenteraient même à de la vente forcée et les contrats seraient largement en défaveur des prestataires. Aujourd'hui, nombreuses sont les voix qui se font entendre pour dénoncer ce système.

Outre les possibles arnaques entourant cette société, on peut y trouver des offres pour des soins de santé, ce qui est, actuellement, strictement interdit.

Monsieur le ministre, les pratiques commerciales de la société Groupon sont remises en cause. Le SPF Économie a-t-il été interpellé à ce sujet? Les sites proposant des *deal* pour la chirurgie des yeux, par exemple, respectent-ils bien l'interdiction en matière de publicité pour les soins de santé?

04.03 Paul Magnette, ministre (*en français*): Mes services sont attentifs à ce phénomène (*social shopping*). Les internautes utilisent des réseaux sociaux pour convaincre d'autres consommateurs de participer à une bonne affaire (*deal*), dont ils ne pourront bénéficier que si le quota de participation requis est atteint.

La Direction générale Contrôle et Médiation du SPF Économie analyse le fonctionnement des achats groupés sur internet, notamment sur la base de 18 témoignages signalant des dysfonctionnements. Mes services vérifient la conformité à la loi du 6 avril 2010, qui impose aux entreprises d'utiliser des messages clairs et non ambigus dans le cadre de leur communication commerciale et qui interdit toute pratique trompeuse ou agressive dans le cadre de leur activité économique.

Dès que cette analyse sera terminée, je vous tiendrai au courant des mesures que nous pourrions prendre.

04.04 Kattrin Jadin (MR): On se trouve avec les nouvelles technologies face à de nouveaux types de vente qui demanderont certainement de nouvelles dispositions légales. Il serait intéressant de nous y mettre plus sérieusement quand nous aurons un gouvernement.

L'incident est clos.

05 Question de Mme Liesbeth Van der Auwera au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le lien entre les retards de paiement concernant la téléphonie mobile et ceux qui concernent le crédit" (n° 3721)

05.01 Liesbeth Van der Auwera (CD&V): La Banque nationale a réalisé une étude sur le lien, chez les particuliers, entre les retards de paiement concernant la téléphonie mobile et les retards de paiement pour des crédits. Les résultats de l'étude font effectivement penser que les retards de paiement concernant la téléphonie mobile peuvent fonctionner comme un signal d'avertissement concernant un risque imminent en matière de crédit chez les particuliers.

Les prêteurs ne devraient-ils pas examiner les éventuels arriérés de paiement concernant la téléphonie mobile lors l'estimation de la solvabilité des particuliers? Comment cette mesure sera-t-elle imposée et quelles sanctions seront appliquées? Quelles conséquences résultent du fait que Preventel a arrêté les enregistrements le 1^{er} avril 2010? Comment les prêteurs devront-ils à présent enregistrer les éventuels arriérés de paiement? Des obligations plus strictes ne devraient-elles pas être imposées aux opérateurs de télécommunications pendant la phase précontractuelle?

05.02 Paul Magnette, ministre (en néerlandais): L'une des constatations les plus importantes qu'a permis de faire l'étude de la Banque nationale porte sur le fait que les familles éprouvant des problèmes de remboursement choisissent de régler d'abord les autres factures et de ne payer la téléphonie mobile qu'ensuite. Si l'on intègre les factures de télécom dans les banques de données de la Centrale des Crédits aux Particuliers, il n'y a aucun doute que les demandeurs de crédit en difficulté adapteront spontanément leur comportement en réglant prioritairement leurs factures de télécommunication au détriment des factures considérées aujourd'hui comme prioritaires. Dans ce cas, les factures de télécommunication perdraient leur valeur indicative. C'est la raison pour laquelle je ne suis pas favorable à l'intégration des factures de télécommunication impayées dans les bases de données de la Centrale des Crédits aux Particuliers.

J'ai demandé à la Banque nationale de poursuivre l'étude et de prendre les mesures les plus appropriées pour mieux lutter contre le surendettement.

Le gouvernement prépare actuellement un projet de loi visant à transposer le troisième paquet télécom tout en renforçant significativement le devoir d'information des opérateurs. De plus, je suis un ardent défenseur de l'application efficace des articles 117 et 118 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques pour tous les opérateurs. Dans la foulée, le ministre de l'Économie pourra définir les mesures à prendre par les opérateurs en matière de paiement anticipé et de paiements échelonnés.

05.03 Liesbeth Van der Auwera (CD&V): Je me réjouis d'apprendre que le ministre ne va pas soumettre les prestataires de crédits à des obligations administratives plus contraignantes. Les opérateurs de téléphonie mobile ont également leur part de responsabilité.

L'incident est clos.

06 Question de Mme Liesbeth Van der Auwera au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les fraudes à la conclusion de contrats verts" (n° 3758)

06.01 Liesbeth Van der Auwera (CD&V): La production d'électricité issue des énergies renouvelables ne dépasse pas les 6 % dans notre pays, alors que près de 40 % de l'électricité est vendue sous le label énergie verte. Le consommateur sensibilisé aux questions d'énergie est en réalité le dindon de la farce.

Le ministre estime-t-il que le producteur devrait fournir plus d'informations sur l'origine de l'électricité?

06.02 Paul Magnette, ministre (en néerlandais): Les régulateurs régionaux délivrent une attestation relative au pourcentage d'énergie verte mise sur le marché par chaque fournisseur. Cette mesure a été prise par les

Régions dans le souci d'informer le consommateur en toute transparence. Les certificats de garantie d'origine prouvent que l'électricité vendue est effectivement liée à la production d'énergie renouvelable mais ils ne portent pas nécessairement sur une énergie produite en Belgique.

L'exonération de certains composants de la cotisation fédérale a amené les fournisseurs à acquérir des certificats de garantie originaux à l'étranger étant donné que l'avantage financier peut s'élever à 2,5 euros par MWh pour des certificats acquis pour 50 eurocents en 2010. Cette mesure a progressivement entraîné une distorsion importante entre le pourcentage d'énergie verte produite en Belgique et le pourcentage d'énergie verte attestée par les Régions dans le mix énergétique des fournisseurs. La suspension de l'exonération envisagée aujourd'hui dans le cadre de la proposition de loi transposant le troisième paquet, devrait mettre un terme à cette distorsion.

La législation européenne ne permet pas d'établir une distinction entre les certificats de garantie originaux produits en Belgique ou sur le marché européen. Les certificats verts auraient pu servir de base à une telle différenciation mais ils diffèrent d'une Région à l'autre, tant en ce qui concerne la quantité d'énergie qu'ils représentent qu'en ce qui concerne le mécanisme utilisé, qu'il s'agisse d'une économie de CO₂ en Wallonie ou de production d'électricité en Flandre.

06.03 **Liesbeth Van der Auwera** (CD&V): Une personne qui conclut un contrat d'énergie verte achète en fait la garantie qu'une certaine quantité d'électricité a été générée au moyen d'une source renouvelable, quelque part en Europe. Le système censé encourager la production et la vente d'électricité verte n'a donc pas atteint son but.

L'incident est clos.

La **présidente**: Les questions n^{os} 3654 et 3655 de M. Vercamer et la question n° 3716 de M. Calvo sont reportées.

La réunion publique est levée à 16 h 29.

De behandeling van de vragen vangt aan om 15.53 uur. De vergadering wordt voorgezeten door mevrouw Liesbeth Van der Auwera.

01 **Samengevoegde vragen van**

- de heer **Willem-Frederik Schiltz** aan de minister van Klimaat en Energie over "de gevolgen van de stresstest" (nr. 3594)
- mevrouw **Karine Lalieux** aan de minister van Klimaat en Energie over "de inhoud van de stresstests" (nr. 3847)

01.01 **Willem-Frederik Schiltz** (Open Vld): Het nucleair incident in Japan heeft duidelijk gemaakt dat nucleaire veiligheid niet stopt aan de landsgrenzen. In ons land en in andere Europese landen zullen de kerncentrales aan een stresstest onderworpen worden. De exacte criteria zouden in de komende maanden vastgelegd worden door een werkgroep van de West European Nuclear Regulators Association (WENRA). Die criteria zullen voorgelegd worden aan de Europese Commissie. De controles zelf worden uitgevoerd door de bevoegde nationale instanties, zoals het FANC in ons land.

Er bestaat echter weinig eensgezindheid over de gevolgen die aan de resultaten van de tests verbonden worden. Europa kan geen verplichte sluiting opleggen als een kerncentrale in de test faalt. Minister Magnette heeft verklaard dat hij centrales die niet voldoen aan de stresstests, zal sluiten. Het debat over het langer openblijven van onze oudere centrales wordt ondertussen opgeschort.

Zal een negatief testresultaat effectief leiden tot de sluiting van de kerncentrale? Zijn de criteria voor die stresstests al bekend? Zo niet, zal de minister ze bekend maken voor de stresstests van start gaan? Zal een positief resultaat het debat over de verlenging van de kerncentrales kunnen beïnvloeden?

01.02 **Karine Lalieux** (PS): Hoe staat het met de inhoudelijke uitwerking van die stresstests op Belgisch en Europees niveau? Wanneer zal ons de methodologie worden meegedeeld?

Werd het toepassingsgebied van die tests op Belgisch grondgebied definitief vastgelegd? Zullen enkel de kerncentrales of ook andere gevoelige inrichtingen (zoals het IRE in Fleurus en het Studiecentrum voor Kernenergie te Mol) aan die tests onderworpen worden?

01.03 Minister **Paul Magnette** (*Nederlands*): De inhoud van de stresstests moet nog gedefinieerd worden en de criteria voor de uitvoering ervan moeten nog worden vastgelegd. Ik heb enkel verklaard dat, als het resultaat van de stresstest negatief zou zijn, we ons dan moeten afvragen of we de betrokken centrales niet moeten sluiten. Als het resultaat positief is, dan zullen alle andere veiligheidscriteria die in het wetsontwerp staan, ook gerespecteerd moeten worden.

Van zodra de beoordelingscriteria voor de stresstest beschikbaar zijn, zal ik overleggen met de minister van Binnenlandse Zaken. Zij moet dan beslissen of we de criteria bekend mogen maken. Veel hangt ook af van wat er op Europees vlak gebeurt.

(*Frans*) Het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle moet het toepassingsgebied van deze tests vastleggen. Men zal zich aan die beslissing moeten houden.

Het Studiecentrum voor Kernenergie in Mol, het Nationaal Instituut voor Radio-elementen in Fleurus en Belgoprocess zijn instellingen van klasse 1 en zullen deze stresstests logischerwijs moeten ondergaan.

Ik heb de algemeen directeur van het IRE verzocht maandelijks te rapporteren over de investeringen die worden gedaan om de fysieke bescherming en de veiligheid van de site te waarborgen.

01.04 **Willem-Frederik Schiltz** (Open Vld): Ik ben tevreden dat niet alleen Doel en Tihange in aanmerking komen om aan de stresstest onderworpen te worden. Ook in de subcommissie Nucleaire Veiligheid bestaat eensgezindheid om de stresstest uit te breiden.

Ik zal de minister van Binnenlandse Zaken ondervragen over het bekend maken van de criteria. Uiteraard primeert de veiligheid, maar door criteria te versoepelen of te verstrengen kan de uitkomst van de test beïnvloed worden. Het Parlement zou er inzage moeten in krijgen.

01.05 **Karine Lalieux** (PS): Het is belangrijk dat alle installaties aan stresstests worden onderworpen en dat er een globale stand van zaken op Belgisch niveau wordt opgemaakt, aangezien er al incidenten hebben plaatsgevonden.

Het incident is gesloten.

02 Vraag van de heer Philippe Blanchart aan de minister van Klimaat en Energie over "de overgang naar de zomertijd" (nr. 3718)

02.01 **Philippe Blanchart** (PS): Al jaren komen er uit diverse studies uiteenlopende bevindingen naar voren over de overschakeling van zomer- naar wintertijd en weer terug.

De overschakeling op zomertijd werd ingevoerd als middel om energie te besparen. Hiermee wordt er inderdaad minder elektriciteit verbruikt. Volgens de tegenstanders van deze maatregel worden de besparingen die 's namiddags worden gerealiseerd, evenwel tenietgedaan door de bijkomende uitgaven die 's ochtends nodig zijn. Andere bronnen beweren dan weer dat de aanpassing schadelijk zou zijn voor de gezondheid, en het aantal infarcten, chronische en andere ziekten zou doen toenemen.

Wat is uw standpunt hierover? Werd er reeds een prospectieve studie uitgevoerd over de resultaten inzake energiebesparingen van dit systeem? Zo ja, wat zijn daarvan de conclusies?

02.02 Minister **Paul Magnette** (*Frans*): Het zomertijd werd tijdens de Eerste Wereldoorlog in het Verenigd Koninkrijk en Ierland ingevoerd en in 1966 in Italië. Het werd vanaf 1980 geleidelijk ingevoerd door een aantal EU-lidstaten naar aanleiding van de eerste oliecrisis. Sinds 1998 verandert het uur in alle EU-landen op hetzelfde ogenblik, wat een praktische verbetering is.

Wij beschikken niet over een recente studie met betrekking tot de gevolgen van deze maatregel in België.

In Frankrijk werd er in 2010 een dergelijke studie uitgevoerd. Daaruit bleek dat de overschakeling naar zomertijd toelaat om energie te besparen en de uitstoot van CO₂ terug te dringen. Het is vooral de bedoeling om de uren waarin de mensen actief zijn, beter af te stemmen op de uren zonneschijn teneinde op die wijze het gebruik van kunstlicht te beperken.

02.03 Philippe Blanchart (PS): Andere deskundigen zijn het daar niet mee eens. Ik heb met name gelezen dat José Bové ertegen is.

Indien u een aantal wijzigingen zou voorstellen met betrekking tot de overschakeling van winter- naar zomertijd en weer terug, zouden veel landgenoten dat waarderen! Ik stel voor dat u andere deskundigen zou raadplegen.

Het incident is gesloten.

03 Vraag van de heer Peter Logghe aan de minister van Klimaat en Energie over "de stand van zaken inzake nieuwe energiecentrales" (nr. 3789)

03.01 Peter Logghe (VB): Wat is de stand van zaken met betrekking tot de nieuwe energiecentrales in België?

03.02 Minister Paul Magnette (Nederlands): De centrale van Tessenderlo betreft het project T-Power nv. De individuele productievergunning werd afgeleverd in 2006, maar dit project liep vertraging op. In februari 2011 zijn de tests gestart met het oog op de ingebruikname dit trimester. De verwachte jaarlijkse productie ligt tussen 2 en 3,2 TWh.

De centrale van Visé betreft het project van SPE. Deze installatie zal ten vroegste in gebruik worden genomen in 2013. De verwachte jaarlijkse productie ligt tussen 4,6 en 5,06 TWh.

De centrale van Marchienne betreft het project van Marcinelle Énergie. Deze installatie treedt deze zomer in werking. De verwachte jaarlijkse productie ligt in de orde van 2,1 TWh.

De centrale Stora Enso II betreft het nieuwe project Stora Enso Langerbrugge te Gent. Deze installatie is in dienst genomen in mei 2010. De verwachte jaarlijkse productie ligt in de orde van 0,28 TWh.

Het incident is gesloten.

04 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Katrin Jadin aan de minister van Klimaat en Energie over "de websitegroupon.be" (nr. 3802)
- de heer Philippe Blanchart aan de minister van Klimaat en Energie over "de problemen in verband met de websitegroupon.be" (nr. 3848)

04.01 Katrin Jadin (MR): De websitegroupon.be heeft veel succes bij de bevolking. Uit getuigenissen blijkt echter dat die webstek disfuncties vertoont waardoor de deelnemende handelaars worden benadeeld.

Hebt u klachten overgroupon.be ontvangen? Bent u van mening dat die webstek een gevaar vormt voor de consument?

04.02 Philippe Blanchart (PS): Dat systeem van gegroepeerde aankopen lijkt een uitstekend idee, maar elke dag komen de nadelen ervan aan het licht. De gebruikte methoden zijn soms op het randje af van het wettelijke, er zou vaak druk worden uitgeoefend waardoor het systeem zelfs veel weg zou hebben van gedwongen verkoop, en de contracten zouden bijzonder nadelig zijn voor de handelaars. Vandaag wordt dat systeem dan ook door velen aan de kaak gesteld.

Los van dit waas van oplichterij dat om dit bedrijf hangt, worden er ook medische behandelingen aangeboden, wat thans echter streng verboden is.

Mijnheer de minister, de handelspraktijken van de onderneming Groupon worden aan de kaak gesteld. Werd de FOD Economie hierover geïnterpelleerd? Respecteren de websites die deals voorstellen voor bijvoorbeeld oogoperaties het verbod op reclame voor gezondheidszorg?

04.03 Minister **Paul Magnette** (*Frans*): Mijn diensten volgen dat fenomeen van *social shopping* aandachtig. De internauten gebruiken sociale netwerken om andere gebruikers ervan te overtuigen om in te gaan op een aanbieding – een deal – die alleen geldt als het vereiste deelnemersaantal wordt bereikt.

De Algemene Directie Controle en Bemiddeling van de FOD Economie analyseert de werking van groepsaankopen op internet, meer bepaald op grond van 18 getuigenissen waarin melding gemaakt wordt van disfuncties. Mijn diensten gaan na of de wet van 6 april 2010 nageleefd wordt; overeenkomstig die wet moeten de ondernemingen duidelijke en ondubbelzinnige boodschappen gebruiken in het kader van hun commerciële communicatie en is elke misleidende of agressieve handelspraktijk in het kader van hun economische activiteit verboden.

Zodra die analyse klaar is, zal ik u informeren over de maatregelen die we kunnen nemen.

04.04 **Katrin Jadin** (MR): We worden door de nieuwe technologieën geconfronteerd met nieuwe verkoopsvormen waarvoor er zeker nieuwe wettelijke bepalingen zullen moeten worden uitgevaardigd. Het zou interessant zijn om daar serieuzer werk van te maken wanneer we een regering hebben.

Het incident is gesloten.

05 **Vraag van mevrouw Liesbeth Van der Auwera aan de minister van Klimaat en Energie over "het verband tussen betalingsachterstanden voor mobiele telefonie en betalingsachterstanden voor krediet" (nr. 3721)**

05.01 **Liesbeth Van der Auwera** (CD&V): De Nationale Bank heeft een onderzoek uitgevoerd naar het verband tussen betalingsachterstanden voor mobiele telefonie en betalingsachterstanden voor krediet bij particulieren. De onderzoeksresultaten suggereren inderdaad dat betalingsachterstanden bij mobiele telefonie een knipperlichtfunctie zouden kunnen vervullen inzake een dreigend risico voor andere kredieten.

Zouden dus eventuele betalingsachterstanden voor mobiele telefonie door de kredietgevers niet onderzocht moeten worden bij het beoordelen van de kredietwaardigheid van particulieren? Hoe zal dit opgelegd worden en welke sancties zullen er gelden? Wat is het gevolg van het feit dat Preventel op 1 april 2010 stopte met registreren? Hoe moeten kredietgevers nu eventuele betalingsachterstanden registreren? Moeten aan de telecomoperatoren geen zwaardere verplichtingen worden opgelegd in de precontractuele fase?

05.02 Minister **Paul Magnette** (*Nederlands*): Een van de belangrijkste vaststellingen van de studie van de Nationale Bank is dat gezinnen met terugbetalingsproblemen verkiezen om eerst andere facturen te vereffenen en pas daarna die van mobiele telefonie. Wanneer de telecomfacturen echter geïntegreerd zouden worden in de databanken van de Centrale voor Particulier Krediet, lijdt het geen twijfel dat kredietaanvragers in moeilijkheden spontaan hun gedrag zouden aanpassen door bij voorrang hun telecomfactuur te vereffenen, ten nadele van die facturen die vandaag als prioritair worden gezien. Hierdoor zouden telecomfacturen hun indicatieve waarde verliezen. Daarom ben ik er nu geen voorstander van om de onbetaalde telecomfacturen in de databank van de Centrale voor Particuliere Kredieten te integreren.

Ik heb de Nationale Bank gevraagd voort te gaan met de studie en de meest gepaste maatregelen te treffen voor een betere bestrijding van overmatige schuldenlast.

De regering werkt momenteel aan een wetsontwerp ter omzetting van het derde telecompakket, met een betekenisvolle versterking van de voorlichtingsplicht door de operatoren. Bovendien ben ik een voorstander van de daadwerkelijke toepassing van de artikelen 117 en 118 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie voor alle operatoren. Zo kan de minister van Economie de maatregelen bepalen die door de operatoren genomen moeten worden inzake voorafbetalingen en gespreide betalingen.

05.03 **Liesbeth Van der Auwera** (CD&V): Ik ben tevreden dat de minister de kredietverstrekkers geen zwaardere administratieve verplichtingen zal opleggen. De mobiele telefonieoperatoren hebben ook een verantwoordelijkheid.

Het incident is gesloten.

06 Vraag van mevrouw Liesbeth Van der Auwera aan de minister van Klimaat en Energie over "het bedrog bij het afsluiten van groene contracten" (nr. 3758)

06.01 Liesbeth Van der Auwera (CD&V): In ons land komt slechts 6 procent van de stroom uit hernieuwbare bronnen. Toch wordt maar liefst 40 procent als groene energie verkocht. De energiebewuste consument wordt hiermee eigenlijk bedrogen.

Is de minister van oordeel dat de producent betere informatie over de oorsprong van de stroom moet geven?

06.02 Minister Paul Magnette (Nederlands): De gewestelijke regulatoren verschaffen een attest over het aandeel aan groene energie dat door elke leverancier op de markt wordt gebracht. Die maatregel werd genomen door de Gewesten uit bekommernis om de voorlichting van en transparantie voor de gebruiker. De waarborgcertificaten van oorsprong bewijzen dat de verkochte elektriciteit werkelijk gebonden is aan de productie van hernieuwbare energie maar zij betreffen niet noodzakelijk in België geproduceerde energie.

De vrijstelling van bepaalde componenten van de federale bijdrage bracht de leveranciers ertoe waarborgcertificaten van oorsprong aan te kopen in het buitenland, aangezien het financiële voordeel 2,5 euro per MWh kan bedragen voor certificaten die voor 50 eurocent werden aangekocht in 2010. Die maatregel veroorzaakte geleidelijk aan een belangrijke distorsie tussen het aandeel groene energie dat in België wordt geproduceerd en het aandeel groene energie dat door de Gewesten in de brandstofmix van de leveranciers wordt geattesteerd. De opheffing van de vrijstelling die nu in het raam van het wetsvoorstel ter omzetting van het derde pakket wordt besproken, zou die distorsie moeten beëindigen.

De Europese wetgeving maakt het niet mogelijk een onderscheid te maken tussen de waarborgcertificaten van oorsprong die in België of op de Europese markt worden geproduceerd. De groene certificaten zouden als basis hebben kunnen dienen voor een dergelijke differentiatie, maar zij verschillen van Gewest tot Gewest, zowel op het vlak van de hoeveelheid energie die zij vertegenwoordigen als met betrekking tot het ingestelde mechanisme, vermeden CO₂ in Wallonië of geproduceerde elektriciteit in Vlaanderen.

06.03 Liesbeth Van der Auwera (CD&V): Iemand die een contract afsluit voor groene energie heeft dus eigenlijk alleen de garantie gekocht dat er ergens in Europa een hoeveelheid stroom met een hernieuwbare bron is opgewekt. Heel het systeem, dat bedoeld moest zijn om de groene stroomproductie en de verkoop ervan aan te zwengelen, heeft zijn doel gemist.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vragen nrs 3654 en 3655 van de heer Vercamer en vraag nr. 3716 van de heer Calvo worden uitgesteld.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 16.29 uur.